

# ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES 2026

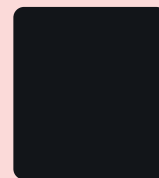
## SURCHARGE DE TRAVAIL, MISSIONS IMPOSSIBLES : L'ADMINISTRATION LAISSE LE SYSTÈME S'EFFONDRE

La **CGT Pénitentiaire** alerte une nouvelle fois, et sans détour : le système pénitentiaire craque de partout, et l'administration continue de regarder ailleurs. Les personnels sont écrasés par une surcharge de travail devenue permanente, conséquence directe d'un sous-dimensionnement organisé et d'une surpopulation carcérale que plus personne ne maîtrise. Chaque jour, ce sont les agents qui paient la facture, au prix de leur santé, de leur sécurité et de leur dignité professionnelle.

La situation n'est plus seulement critique : elle est indigne. Au 1er mai 2026, **88 654 personnes étaient incarcérées pour 63 322 places**, soit **140% de densité carcérale**, avec des maisons d'arrêt qui culminent à **172,6%**, et même **220% ou 240%** dans certains établissements. **7 693 matelas au sol**, **+47%** en un an : voilà la réalité. Ces niveaux de saturation ne sont plus des « tensions » : **ce sont des conditions inacceptables**, dénoncées par le **Conseil de l'Europe**, qui parle désormais d'un risque de dérive vers un « **entrepôt humain** ». **25 000 détenus en excès**, que les personnels doivent malgré tout gérer, surveiller, extraire, soigner, accompagner. Et l'administration ose encore parler de « continuité du service public ».

### MATELAS AU SOL : LA SATURATION DEVIENT VISIBLE +47 % en un an

≈ 5 233



Il y a un an

7 693



1er mai 2026

**+47 %**  
en un an  
≈ +2 460 matelas

### EFFECTIFS : 5 000 AGENTS MANQUENT À L'APPEL

15 à 20 % d'effectifs en moins

**5 000**

agents manquants

"une région pénitentiaire entière"

Jauge d'effectifs disponible

80 à 85 %

effectifs restants

15-20

% manque



Visualisation : 4 silhouettes rouges sur 20  
= 20 % d'agents manquants.

À cette explosion carcérale s'ajoute un autre scandale : **5 000 agents manquent à l'appel**. Une région pénitentiaire entière évaporée. **15 à 20% d'effectifs en moins**, des centaines de postes vacants dans chaque DISP, des équipes qui tournent à l'os. Le résultat est implacable : **+40% de détenus, -20% d'agents**, et des surveillants qui absorbent **+50 à +70% de charge de travail**. Aujourd'hui, un agent fait le travail de deux, dans des détentions plus pleines, plus violentes,

plus explosives. Ce n'est pas une impression : **c'est un calcul froid, connu de l'administration, assumé par l'administration.**

Dans ces conditions, les missions deviennent matériellement impossibles. Les escortes sautent faute d'effectifs, les postes sont tenus seuls, les binômes disparaissent, les activités sont parfois supprimées, les soins retardés, les agressions se multiplient. **Et dans certains établissements, des surveillants doivent gérer non pas un, mais deux étages entiers**, seuls, en pleine surpopulation, avec des risques démultipliés pour eux comme pour les personnes détenues. **Comment garantir la sécurité quand on fait tourner des maisons d'arrêt à 200%, 220%, 240% avec 20% d'effectifs en moins ? La réponse est évidente : on ne garantit plus rien.**

Et les personnels ne s'y trompent pas. **Dans certains établissements, 22% des agents ont participé aux mouvements de protestation fin avril**, un niveau inédit qui traduit un malaise profond, massif, généralisé. Quand un agent sur cinq se met en mouvement, ce n'est pas un signal : c'est une alarme.



**La CGT Pénitentiaire** le dit clairement : **les agents ne compenseront plus les carences structurelles d'une administration qui refuse d'assumer ses responsabilités**. La surcharge de travail n'est pas un accident, mais le produit d'un **sous-dimensionnement chronique**, aggravé par des politiques pénales qui remplissent les prisons plus vite qu'on ne peut les gérer. L'administration connaît les chiffres, connaît les risques, connaît les conséquences. Et pourtant, elle laisse les personnels s'épuiser, s'abîmer, se mettre en danger.

### SYSTÈME PÉNITENTIAIRE SOUS PRESSION



### SURPOPULATION CARCÉRALE NATIONALE

88 654 personnes incarcérées pour 63 322 places



Nos exigences sont simples, immédiates, incontournables : **recrutements massifs pour la création d'emplois et pour le comblement des postes, régulation carcérale, effectifs adaptés aux missions, plafonnement strict des heures supplémentaires, conditions de travail dignes**. Pour ce faire, le budget du ministère de la Justice doit être à la hauteur des enjeux et des besoins de fonctionnement pour la prise en charge des publics, usagers et contraintes. Pas demain. Pas « quand les moyens seront disponibles ». **Maintenant !**

Les personnels tiennent encore debout par professionnalisme. Mais **ils ne tiendront pas éternellement** face à l'aveuglement volontaire de l'administration. La situation est connue, documentée, chiffrée. **L'inaction n'est plus une option**.

**La CGT Pénitentiaire** restera aux côtés des agents, déterminée à obtenir les moyens nécessaires pour garantir un service public pénitentiaire digne, humain et sécurisé.

**RIEN NE SE FERA SANS NOUS. RIEN NE SE FERA CONTRE NOUS.**

à Montreuil,  
le 18 Juin 2026.